



Proche et Moyen-Orient — Entretien

« Le plan Trump pour Gaza est un projet colonial »

Le plan pour la paix célébré en octobre par les diplomates et dirigeants mondiaux ne tient guère ses promesses. La situation dans la bande de Gaza reste catastrophique. Entretien avec Diana Buttu, figure importante de la vie politique palestinienne.

Gwenaëlle Lenoir

19 janvier 2026 à 19h16

La Maison-Blanche dévoile peu à peu la structure organisationnelle chargée de mettre en musique le plan Trump en 20 points pour mettre un terme à la guerre génocidaire contre la bande de Gaza, et permettre le retour à une vie normale dans le petit territoire. Quelques heures après que l'envoyé spécial des États-Unis au Proche-Orient, Steve Witkoff, a annoncé le lancement de la deuxième phase, les Palestiniens ont donc découvert cette organisation tricéphale au sein de laquelle ils ne jouent qu'un rôle d'exécutants.

Le Comité national pour l'administration de Gaza (Cnag), formé de quinze Palestinien·nes originaires de Gaza et reconnu·es dans leur domaine, n'est en effet que le troisième et dernier étage de la fusée imaginée par Donald Trump, sans aucun pouvoir politique ni financier.

Au sommet trône le conseil exécutif fondateur du plan Trump, le Conseil de paix, dont aucun des huit membres n'est originaire de la région proche-orientale et encore moins d'un territoire palestinien ou de la diaspora. Ils sont dans leur grande majorité, sinon dans leur totalité, des soutiens d'Israël. Donald Trump le préside, avec un droit de veto.

Selon des informations révélées par Bloomberg, chaque État souhaitant obtenir un siège permanent au sein du Conseil de paix devra déboursier 1 milliard de dollars. Un siège non permanent serait gratuit.

Ce Conseil de paix, dont Donald Trump souhaite visiblement qu'il remplace le Conseil de sécurité de l'ONU, incarnation du multilatéralisme qu'il abhorre, supervisera le Conseil exécutif pour Gaza, formé de onze membres. Là encore, pas un·e Palestinien·ne, mais quelques représentants de puissances régionales moyen-orientales, aux côtés de magnats de l'immobilier.



Des enfants regardent depuis un abri dans le camp de Nuseirat pour Palestiniens déplacés, dans le centre de la bande de Gaza, le 22 décembre 2025. © Photo Eyad Baba / AFP

Pendant ce temps, sur le terrain, le cessez-le-feu continue d'être violé par Israël chaque jour. Plus de quatre cents Palestinien·nes ont été tué·es par l'armée israélienne depuis sa signature en octobre. Celle-ci, sur ordre de l'échelon politique, continue d'entraver, voire d'empêcher l'entrée des produits et biens nécessaires à la vie quotidienne des Gazaoui·es et à un début de reconstruction des infrastructures et des logements.

Même les caravanes restent bloquées aux frontières, alors que les pluies, tempêtes et températures hivernales détruisent les abris précaires, que vingt et une personnes sont mortes de froid, selon les autorités locales, et que d'autres décèdent chaque jour faute de soins et de médicaments.

Dans ce contexte, Israël a encore aggravé la situation en annonçant le bannissement de trente-sept ONG internationales parmi les plus importantes, dont Médecins sans frontières et Médecins du monde. Diana Buttu, avocate palestinienne, ancienne conseillère de l'Autorité palestinienne, y voit la continuation d'une mort lente infligée de manière méthodique aux

Palestinien·nes.

Mediapart : À propos du bannissement des ONG internationales par Israël, vous avez utilisé l'expression « mort par mille coupures ». Que voulez-vous signifier, et en quoi décrit-elle la réalité palestinienne ?

Diana Buttu : Quand nous disons « être tué », nous pensons généralement à une mort rapide, par arme blanche ou arme à feu. La personne est touchée, elle meurt, et c'est fini. Mais ce n'est pas ce qu'Israël a fait subir et fait encore subir aux Palestiniens. Ce que fait Israël est lent et méthodique. Ce n'est pas aussi sensationnel qu'être abattu, mais c'est beaucoup plus méthodique, beaucoup plus douloureux, et prend beaucoup plus de temps. C'est ce qu'a été l'occupation, c'est ce qu'a été la Nakba, et c'est ce qu'Israël fait à Gaza, cette lente, lente, lente action qui rend finalement la vie misérable, difficile, impossible, tant et si bien que les gens finissent par partir ou mourir.

Prenons un exemple, un seul, avant le génocide : le cancer du sein. Tout le monde sait qu'il est traitable s'il est détecté à temps. La malade suit un protocole thérapeutique, reçoit des rayons, suit une chimiothérapie, etc. C'est très pénible. Mais on peut s'en sortir.

Les Palestiniennes n'ont pas cette possibilité. Car Israël n'autorise aucun équipement de radiothérapie à entrer à Gaza. Et certains médicaments nécessaires, comme ceux indispensables à la chimiothérapie, ne sont pas non plus autorisés. Je le répète, je parle d'avant 2023.



L'avocate spécialisée dans les droits humains Diana Buttu à Istanbul, en Turquie, le 3 octobre 2018. © Photo Emrah Yorulmaz / Anadolu via AFP

Les femmes atteintes d'un cancer du sein devaient obtenir l'autorisation de quitter Gaza pour se faire soigner, soit dans un hôpital israélien, soit dans un hôpital égyptien, soit dans n'importe quel autre endroit dans le monde.

Mais le cancer n'attend pas que vous obteniez un permis. Et parfois, les Israéliens retardaient la délivrance du permis. Parfois, vous obteniez le permis. Mais lorsque vous vous présentiez à Erez [*point de passage entre la bande de Gaza et Israël, aujourd'hui fermé – ndlr*], les soldats israéliens décidaient de vous renvoyer sous n'importe quel prétexte, par exemple celui que la radiothérapie n'était pas prévue ce jour-là comme raison d'être autorisée à sortir de Gaza. Nous avons vu cela arriver à tant de femmes.

« Israël interdit [les ONG] parce qu'elles dénoncent ses agissements. »

Et puis les femmes meurent. Et que disons-nous ? Nous disons : « Oh, elles sont mortes d'un cancer. » Mais de quoi sont-elles vraiment mortes ? Elles sont vraiment mortes d'une coupure après une autre, après une autre, après une autre, qui les empêchaient de recevoir le traitement dont elles avaient besoin. Cela signifie que c'est un processus lent qui consiste à tuer les Palestiniens.

Le bannissement des ONG internationales fait partie de ce processus de « mort par mille coupures ».

Quelle est, à votre avis, la signification profonde de

L'interdiction des ONG internationales ?

Elle doit être replacée dans son contexte politique. Israël interdit ces organisations parce qu'elles dénoncent ses agissements. Il y a plusieurs éléments importants à prendre en compte. Premièrement, les visas sont traités par le ministre chargé des affaires de la diaspora et de la lutte contre l'antisémitisme. Quel est le rapport entre la lutte contre l'antisémitisme et les organisations humanitaires ? Aucun.

Deuxièmement, pour obtenir une licence, pour être enregistré, il y a cinq choses importantes à faire : la première est que l'ONG doit communiquer toutes ses données, toutes ses adresses, tous les noms de ses employés aux Israéliens. C'est particulièrement dangereux, car Israël a tué plus de cinq cents travailleurs humanitaires. Comment ces ONG peuvent-elles être sûres qu'Israël n'utilisera pas ces données pour cibler leur personnel ?

La deuxième condition est que, selon les nouvelles règles, aucun dirigeant, ancien dirigeant, donateur ou employé ne doit être partisan du BDS [*Boycott, désinvestissement et sanctions, mouvement international appelant au boycott des produits, biens et institutions israéliennes – ndlr*]. Quel est le rapport entre le BDS et la distribution de pâtes aux enfants ?

Le troisième point est que pour être enregistrée, la personne doit reconnaître Israël comme un État démocratique juif. Quel est le rapport avec la fourniture de nourriture, par exemple ?

Quatrième point : l'ONG ne doit en aucun cas avoir travaillé à « délégitimer Israël ». Qu'est-ce que cela signifie ? Il n'y a pas de définition. Et quel est le rapport avec le fait qu'ils bombardent des hôpitaux et que les gens ont donc besoin de médicaments ?

« Ce que je veux, c'est qu'Israël quitte Gaza. »

Le cinquième point est qu'aucun membre du personnel ne peut exprimer son soutien à la poursuite des membres de l'armée israélienne pour les crimes qu'ils ont commis. En d'autres termes, vous ne pouvez pas faire pression en faveur de la Cour pénale internationale. Encore une fois, quel est le rapport avec la fourniture

d'eau potable ?

Il s'agit donc d'une tentative de contrôle, de musellement, car ils savent qu'aucune de ces organisations ne répondra à ces normes, et ils veulent s'assurer qu'aucun Palestinien n'obtiendra l'aide dont il a besoin. C'est une mort par bureaucratie. Ils diront : « Ils ne respectent pas les règles bureaucratiques », et personne ne remettra en question les règles bureaucratiques. C'est là le problème.

Quelle est votre réaction lorsque vous entendez que Steve Witkoff, l'envoyé spécial de Donald Trump pour la paix au Proche-Orient, a annoncé le début de la deuxième phase du plan de paix états-unien ?

Ce que je constate, c'est que rien n'est entré à Gaza, que la misère règne à Gaza, que des gens meurent de froid à Gaza. Je constate que le volume de nourriture qui entre dans Gaza est insuffisant, que le matériel de reconstruction, les fournitures médicales ne rentrent pas. Je vois qu'Israël continue de bombarder Gaza et ne s'est pas retiré du territoire. Je ne comprends pas ce que Witkoff veut dire par « phase ». Ce que je veux, c'est qu'Israël quitte Gaza, et ce que je veux vraiment, c'est la fin du système qui a créé un monde dans lequel Israël est autorisé à bombarder Gaza et ses souvenirs. Le fait qu'Israël n'ait pas été tenu responsable me pose un gros problème. Je me fiche de leurs « phases » qui ne veulent rien dire.

Le comité de technocrates palestinien·nes qui doit gérer la bande de Gaza vient d'être nommé et dévoilé. Qu'en pensez-vous ?

Ce sont des gens bien. Vraiment. Ali Shaath, qui le dirige, est ingénieur en infrastructures, il est originaire de Gaza, il se trouvait par hasard hors de Gaza le 7 octobre 2023. Sa famille est toujours à Gaza, son père est décédé, sa maison a été détruite, il est originaire de Khan Younès. Il a travaillé dur dans le domaine des infrastructures et a travaillé pour l'Autorité palestinienne dans le passé. J'ai travaillé avec lui en 2005, c'est un homme très bien. Il comprend très bien ce qui doit être fait. Ce sont des gens bien.

Mais il y a deux problèmes. Le premier est : vont-ils réellement être autorisés à travailler ? Pour moi, la

réponse est non. Déjà, Israël a retenu Ali Shaath pendant six heures l'autre jour. Deuxièmement : vont-ils leur donner non pas le mandat, mais la capacité de faire ce qu'ils doivent faire ? Pour reconstruire Gaza, il faut faire venir du matériel de construction, et il faut des garanties que ce qui est reconstruit ne sera pas simplement détruit à nouveau comme cela a souvent été le cas dans le passé.

L'autre grande question porte sur le fond : pourquoi doivent-ils être des technocrates ? Pourquoi les Palestiniens ne peuvent-ils pas être dirigés par des personnes qui s'intéressent à la politique ? En France ou ailleurs, les dirigeants sont des hommes et des femmes politiques, des personnes qui s'intéressent aux affaires publiques, mais quand il s'agit de la Palestine, il y a toujours cette règle qui veut que ce soient des gens sans lien avec un parti politique. Je ne mets pas en cause les technocrates du comité, car j'apprécie tous ceux que je connais.

Je veux simplement dire qu'il existe une façon patriarcale et condescendante de considérer la Palestine, qui juge que nous n'aurions pas le droit de choisir nos propres

dirigeants, pas le droit de choisir des personnes impliquées dans la politique, que nous aurions seulement le droit de choisir des personnes qui correspondent à la définition de technocrates. C'est une tentative de détruire nos institutions politiques.

Quel est votre avis sur le Conseil de paix qui doit être présidé par Donald Trump et superviser le comité de technocrates palestiniens et l'ensemble du processus ?

C'est un projet colonial. Je pensais que le colonialisme avait pris fin dans les années 1960, mais dans le cas de la Palestine, ce n'est pas le cas. Trump n'est jamais allé à Gaza, et je doute que les membres de ce prétendu Conseil de paix y soient jamais allés non plus. Comment des personnes qui ne sont jamais allées à Gaza, qui ne sont pas originaires de Gaza, qui ne sont même pas palestiniennes, vont-elles diriger la bande de Gaza ? J'appelle cela du colonialisme.

Gwenaëlle Lenoir